



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

**F**

## CONSEIL

### Cent soixante-seizième session

Rome, 2-6 décembre 2024

### Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes

#### Résumé

Le présent document porte sur le point 4 de l'ordre du jour, y compris les points subsidiaires 4.1, 4.2 et 4.3.

S'appuyant sur les documents préparés pour de précédentes sessions du Conseil de la FAO, il fait le point sur l'état de la sécurité alimentaire au niveau mondial et évalue l'intensité de ses principales causes, notamment les conflits, les phénomènes météorologiques extrêmes et les difficultés économiques. Il passe également en revue les autres défis et menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire mondiale, en particulier les risques macroéconomiques, les cours internationaux des produits de base et leur volatilité, les prix des engrais et de l'énergie, ainsi que les perturbations des échanges commerciaux et les politiques commerciales. Le document consacre des sections spécifiques à l'état de la sécurité alimentaire à Gaza, aux répercussions de la guerre en Ukraine ainsi qu'à la situation au Soudan. La dernière section porte sur les interventions d'urgence menées par la FAO en contexte de crise.

#### Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des informations présentées dans le document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

M. Máximo Torero Cullen  
Économiste en chef  
Tél.: +39 06570 50869  
Courriel: [Maximo.ToreroCullen@fao.org](mailto:Maximo.ToreroCullen@fao.org)

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

## I. Introduction

1. S'appuyant sur les documents du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) portant les cotes CL 172/5, CL 174/4 et CL 175/4, le présent document fait le point sur la situation en matière de sécurité alimentaire dans le monde sur la base des dernières informations et évaluations disponibles. Après avoir examiné les principales causes de la sécurité alimentaire mondiale et les défis qui en découlent, il fournit une évaluation de la situation à Gaza, des répercussions de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale ainsi que de la situation au Soudan. La dernière section présente les interventions d'urgence menées par la FAO dans d'autres contextes de crise.

## II. Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes

### A. Tableau de l'insécurité alimentaire chronique

2. Selon l'édition 2024 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, en raison des niveaux toujours élevés de la faim et de l'insécurité alimentaire, nous ne sommes pas en bonne voie pour atteindre la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030.
3. Après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2021, la proportion de la population mondiale souffrant de la faim est demeurée pratiquement inchangée pendant trois années consécutives, les dernières estimations indiquant une prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 de l'ODD 2) de 9,1 pour cent en 2023 à l'échelle mondiale. On estime qu'entre 713 millions et 757 millions de personnes ont souffert de la faim en 2023. Si l'on considère le milieu de la fourchette (733 millions), cela représente quelque 152 millions de personnes de plus qu'en 2019.
4. L'Afrique est la région qui présente le plus fort pourcentage de population touchée par la faim chronique, soit 20,4 pour cent, contre 8,1 pour cent en Asie, 6,2 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 7,3 pour cent en Océanie. Toutefois, l'Asie compte toujours le plus grand nombre de personnes qui souffrent de la faim, à savoir 384,5 millions, soit plus de la moitié de la population confrontée à la faim dans le monde.
5. Alors que la prévalence de la sous-alimentation en Afrique est passée de 19,3 pour cent en 2021 à 20,4 pour cent en 2023 (soit une hausse de près de 29 millions de personnes), elle a baissé en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours de cette même période et s'est établie à 6,2 pour cent en 2023 (contre 6,9 pour cent en 2021), soit 4,3 millions de personnes libérées de la faim en deux ans, principalement grâce aux améliorations enregistrées en Amérique du Sud. On constate néanmoins des disparités notables dans les progrès à l'échelle sous-régionale. De 2022 à 2023, la faim a empiré en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans la plupart des régions d'Afrique. Dans toutes les régions, elle demeure à un niveau supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19.
6. D'après les dernières projections, 582 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique en 2030. Ce chiffre est supérieur de 130 millions environ à celui établi dans un scénario qui rendait compte de l'économie mondiale telle qu'elle était avant la pandémie de covid-19. D'ici à 2030, 53 pour cent de la population mondiale souffrant de la faim sera concentrée en Afrique.
7. Outre la faim, la prévalence mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave (indicateur 2.1.2 des ODD) demeure à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19. Elle a peu évolué au cours des quatre dernières années, après avoir enregistré une forte augmentation de 2019 à 2020, durant la pandémie. On estime qu'en 2023, l'insécurité alimentaire modérée ou grave touchait 28,9 pour cent de la population mondiale, soit 2,33 milliards de personnes. Ces estimations comprennent les 10,7 pour cent de la population qui ont été en proie à une insécurité alimentaire grave, soit plus de 864 millions de personnes qui ont épuisé leurs réserves alimentaires à certains moments dans l'année ou, dans les pires cas, n'ont rien eu à manger pendant un ou plusieurs jours. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave à l'échelle mondiale est passée de 9,1 pour cent en 2019 à 10,6 pour cent en 2020, et reste irréductiblement à ce niveau.
8. En 2023, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave en Afrique a atteint 58,0 pour cent, près du double de la moyenne mondiale, tandis qu'en Amérique latine et dans les

Caraïbes, en Asie et en Océanie, elle était plus proche de cette dernière, soit 28,2, 24,8 et 26,8 pour cent, respectivement. La même année, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave atteignait 31,9 pour cent dans les zones rurales, contre 29,9 pour cent dans les zones périurbaines et 25,5 pour cent dans les zones urbaines. La prévalence de l'insécurité alimentaire est systématiquement plus élevée chez les femmes que chez les hommes, à l'échelle mondiale et dans toutes les régions, depuis 2015 (année depuis laquelle on dispose de données), mais l'écart s'est réduit dans la plupart des régions au cours des deux dernières années.

9. Le nombre de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement dans le monde a retrouvé en 2022 le niveau enregistré avant la pandémie (2,83 milliards de personnes) grâce à la reprise économique qui a suivi cette dernière, reprise qui a cependant été inégale selon les régions et les groupes de pays classés par niveau de revenu. Le nombre de personnes ne pouvant se permettre une alimentation saine est passé sous le niveau enregistré avant la pandémie en Asie, en Amérique du Nord et en Europe, tandis qu'il a fortement augmenté en Afrique, où il s'est établi à 924,8 millions en 2022, soit une hausse de 24,6 millions par rapport à 2021 et de 73,4 millions par rapport à 2019.

### **B. Insécurité alimentaire aiguë**

10. D'après l'édition 2024 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, publiée le 24 avril 2024, environ 281,6 millions de personnes, soit 21,5 pour cent de la population analysée, ont été confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 59 pays ou territoires touchés par des crises alimentaires en 2023<sup>1</sup>.

11. La part de la population analysée confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en 2023 est légèrement inférieure aux 22,7 pour cent enregistrés en 2022. Cependant, le nombre de personnes dans cette situation a augmenté de 24 millions depuis 2022, et cela fait cinq années consécutives que la tendance est à la hausse. Cette progression qui se poursuit d'année en année s'explique principalement par l'augmentation du nombre de pays couverts ainsi que par le fait que les détériorations enregistrées dans certains pays ou territoires l'emportent sur les progrès accomplis dans d'autres.

12. Cependant, la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë reste désespérément élevée depuis quatre années consécutives, oscillant entre 21 et 23 pour cent, malgré des niveaux records de financements humanitaires. Trente-six pays et territoires figurent dans les éditions du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* des huit dernières années, ce qui montre combien il est difficile de sortir d'une situation d'insécurité alimentaire aiguë une fois qu'elle s'est installée. Dix-neuf de ces pays sont considérés comme étant à la fois en situation de crise alimentaire prolongée et en situation de crise alimentaire majeure.

13. D'après la mise à jour semestrielle du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*<sup>2</sup>, publiée en septembre 2024, le nombre de personnes qui se trouvent ou qui risquent de basculer dans une situation d'insécurité alimentaire catastrophique (phase 5 de l'IPC/CH) a plus que doublé, passant de 705 000 dans cinq pays ou territoires en 2023 à 1,9 million dans quatre pays ou territoires. Il s'agit du chiffre le plus élevé jamais relevé dans une édition du rapport. La hausse s'explique par les conflits en cours dans la bande de Gaza (1,1 million) et au Soudan (755 300); le Soudan du Sud (79 000) et

---

<sup>1</sup> Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. Rapport mondial sur les crises alimentaires 2024. Rome. [www.fsinplatform.org/grfc2024](http://www.fsinplatform.org/grfc2024).

Les «niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë» s'appliquent aux populations en situation de crise ou pire (phase 3 ou au-delà) selon la classification du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)/Cadre harmonisé (CH), ou aux catégories d'insécurité alimentaire aiguë modérée et grave de l'approche uniformisée de communication des indicateurs de la sécurité alimentaire élaborée par le Programme alimentaire mondial, tandis que le nombre de personnes dans le besoin calculé aux fins de l'Aperçu des besoins humanitaires et des plans de réponse humanitaire pour la sécurité alimentaire est une approximation de la phase 3 ou d'une phase supérieure de l'IPC/CH. Il s'agit de populations confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë qui ont besoin d'une aide urgente.

<sup>2</sup> [Global Report on Food Crises 2024 Mid-Year Update | Food Security Information Network \(FSIN\) \(fsinplatform.org\)](http://www.fsinplatform.org) (Mise à jour semestrielle du Rapport mondial sur les crises alimentaires 2024 | Réseau d'information sur la sécurité alimentaire).

le Mali (2 600) sont les deux autres pays concernés. Lors de cette phase d'insécurité alimentaire aiguë, les personnes sont confrontées à une pénurie extrême de nourriture et à l'épuisement de leurs stratégies d'adaptation, avec pour conséquences l'inanition, la malnutrition aiguë et la mort.

14. D'après le rapport de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM) sur les points névralgiques de la faim, qui porte sur 22 pays ou territoires au total, l'insécurité alimentaire aiguë devrait empirer dans 16 de ces points névralgiques au cours de la période considérée, à savoir novembre 2024-mai 2025. Haïti, le Mali, la Palestine, le Soudan et le Soudan du Sud restent les points névralgiques les plus préoccupants. Dans ces pays et territoires, on observe une situation de famine ou de risque de famine ou des populations déjà en phase de catastrophe, ce qui demande une intervention dans les meilleurs délais. Le Liban, le Mozambique, le Myanmar, le Nigéria, la République arabe syrienne, le Tchad et le Yémen sont des points névralgiques très préoccupants, c'est-à-dire qu'une large partie de la population est en situation d'insécurité alimentaire aiguë ou risque de s'y retrouver. Par ailleurs, le Kenya, le Lesotho, la Namibie et le Niger ont été ajoutés à la liste, rejoignant ainsi le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Malawi, la Somalie, la Zambie et le Zimbabwe.

### C. Causes de l'insécurité alimentaire dans le monde

15. Depuis 2017, les éditions du rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde montrent que les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques, les ralentissements et les fléchissements économiques sont les principales causes de l'augmentation récente de la faim et de l'insécurité alimentaire, ce qui nous éloigne de l'objectif d'élimination de la faim (ODD 2). En outre, les incidences préjudiciables de ces éléments sur l'insécurité alimentaire chronique sont accentuées par les facteurs structurels de fond, comme le coût élevé des aliments nutritifs, la faible productivité agricole et les inégalités importantes qui persistent.

16. Ces dix dernières années, ces grandes causes ont gagné en fréquence et en intensité, nuisant à la sécurité alimentaire partout dans le monde. Elles coexistent aussi plus souvent et s'ajoutent aux facteurs sous-jacents, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de personnes touchées par la faim et l'insécurité alimentaire. Les incidences sur les pays à revenu faible ou intermédiaire sont particulièrement préoccupantes, car ce sont ces pays qui comptent le plus grand nombre de personnes sous-alimentées.

17. Constat alarmant, la majorité d'entre eux sont touchés par au moins l'une de ces grandes causes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et lorsque plusieurs d'entre elles sont à l'œuvre, leurs effets conjugués entraînent les hausses les plus marquées de la faim et de l'insécurité alimentaire chronique. Selon l'édition 2024 du rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, au cours de la période 2013-2022, 88 des 119 pays à revenu faible ou intermédiaire pour lesquels on dispose de données ont été concernés par au moins l'une des principales causes et, parmi eux, 39 sont touchés par plus d'une d'entre elles.

18. La plupart des personnes sous-alimentées vivent dans des pays touchés par plusieurs de ces causes. En outre, 18 des 19 pays en situation de crise alimentaire majeure prolongée ont été concernés par au moins une cause entre 2023 et 2022, et 13 par plusieurs. Entre 2019 et 2023, la prévalence de la sous-alimentation dans ces pays a augmenté trois fois plus que dans le reste des pays à revenu faible ou intermédiaire.

19. Ces causes sont responsables non seulement de faim chronique, mais aussi d'une intensification de l'insécurité alimentaire aiguë. Selon la dernière édition du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, en 2023, **les conflits et l'insécurité** ont été la principale cause d'insécurité alimentaire aiguë dans 20 des 59 pays ou territoires en situation de crise alimentaire, où, d'après les estimations, près de 135 millions de personnes souffraient de niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Le fait est que l'impact des conflits sur l'insécurité alimentaire aiguë s'est intensifié depuis 2022, année durant laquelle 117 millions de personnes ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 19 pays ou territoires où les conflits et l'insécurité en étaient le principal facteur.

20. Parallèlement, les **chocs climatiques** ont été la cause principale dans 18 pays, où près de 72 millions de personnes étaient en butte à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. La

situation à cet égard s'est donc aggravée puisqu'en 2022, on estimait que 56,8 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans 12 pays avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

21. Les **chocs économiques** ont été la cause numéro un dans 21 pays, où 75,2 millions de personnes ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë; ces nombres marquent une amélioration par rapport à 2022 (83,9 millions de personnes dans 27 pays) mais restent plus de deux fois supérieurs aux niveaux de 2019, année qui a précédé une hausse importante des prix alimentaires intérieurs provoquée par le covid-19.

22. Le rapport FAO-PAM sur les points névralgiques de la faim nous apprend que les conflits restent l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire aiguë dans les pays concernés, comme au Soudan où il est probable que le conflit prenne de l'ampleur, ce qui débouchera sur des déplacements de masse, une famine persistante et une augmentation du nombre de personnes en situation de catastrophe. Cette intensification du conflit aggraverait la crise humanitaire au niveau régional, entraînant des transferts de population vers les pays voisins, principalement l'Égypte, l'Éthiopie, la Libye, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Tchad.

23. Dans l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, la violence perpétrée par des groupes armés non étatiques et l'insécurité continuent de croître. Parmi les pays et les zones touchés figurent le nord et l'est du Burkina Faso, le Mali, le nord du Nigéria et le Tchad. Dans l'Afrique australe, les conflits toujours en cours dans le nord devraient aggraver l'insécurité alimentaire aiguë au Mozambique, tandis que les combats au Myanmar risquent d'approfondir la crise économique. À Haïti, où les violences s'intensifient, les personnes déplacées sont de nouveau confrontées à la faim, certaines parties de la population se retrouvant déjà dans des situations catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë.

24. Au-delà des conflits, les disparités économiques mondiales et le niveau d'endettement de nombreux pays ou territoires en développement empêchent les gouvernements de protéger leurs populations de la pauvreté et des chocs climatiques. En outre, la dévaluation de la monnaie et les restrictions des importations alimentaires pourraient bien entraîner une hausse des prix alimentaires dans des pays vulnérables qui doivent déjà faire face aux chocs climatiques et à l'instabilité politique.

25. Les phénomènes météorologiques extrêmes et l'instabilité grandissante du climat accentuent l'insécurité alimentaire aiguë dans de nombreuses régions. La Niña, qui devrait sévir entre novembre 2024 et mars 2025, aura d'importantes répercussions sur le régime pluviométrique et les températures. Ce phénomène pourrait améliorer les perspectives agricoles dans certaines zones, mais il augmente aussi le risque d'inondations dans plusieurs parties de Madagascar, du Malawi, du Mali, du Mozambique, du Nigéria, de la République démocratique du Congo, du Soudan, du Soudan du Sud, du Tchad, de la Zambie et du Zimbabwe. Inversement, il est probable que sous l'effet de la Niña, le sud et le sud-est de l'Éthiopie, l'est du Kenya et toute la Somalie soient plus secs que la moyenne. Au Yémen, d'après les prévisions, les précipitations seront inférieures à la moyenne, ce qui pourrait nuire à la production agricole dans des zones déjà vulnérables. La situation restant incertaine, il est essentiel de suivre en continu les prévisions météorologiques et leurs effets sur la production et les moyens d'existence agricoles.

#### ***D. Autres défis et menaces pesant sur la sécurité alimentaire mondiale***

##### Risques macroéconomiques

26. Dans l'édition d'octobre 2024 de son rapport *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international a indiqué que la croissance mondiale devrait rester stable, mais décevante, et atteindre 3,2 pour cent tant en 2024 qu'en 2025, contre 3,1 pour cent en 2023. Le rapport a aussi mis en avant les facteurs structurels chroniques, comme le vieillissement de la population et la faible productivité, qui devraient avoir des effets préjudiciables sur les perspectives de croissance économique de nombreux pays ou territoires dans les années à venir. Selon les prévisions, cette situation se traduirait par une croissance mondiale de 3,1 pour cent en cinq ans, ce qui reste médiocre par rapport à la moyenne d'avant la pandémie de covid-19. Dans les économies avancées, la croissance devrait augmenter légèrement, passant de 1,7 pour cent en 2023 à 1,8 pour cent en 2024 et

en 2025. Quant à la croissance des marchés émergents et des économies en développement, elle devrait atteindre 4,2 pour cent en 2024 et en 2025, contre 4,4 pour cent en 2023.

27. Pour ce qui est de l'inflation, le rapport indique qu'après avoir atteint au troisième trimestre de 2022 le taux record de 9,4 pour cent en glissement annuel, les taux d'inflation globale devraient s'établir à 3,5 pour cent d'ici à la fin de 2025, soit une baisse par rapport au taux moyen constaté entre 2000 et 2019 (3,6 pour cent), même si les prix devraient rester élevés dans certains pays. Cependant, le rapport montre aussi que si le recul de l'inflation à l'échelle mondiale est une étape importante, les risques de dégradation de la situation, notamment l'intensification des conflits régionaux, le maintien dans la durée de politiques monétaires strictes, le retour possible de la volatilité sur les marchés financiers et le durcissement prolongé des politiques protectionnistes, s'accroissent et peuvent dominer les tendances.

28. L'autre élément notable de la situation économique est la dette publique. Les niveaux élevés d'endettement public et de taux d'intérêt peuvent peser sur les budgets publics et limiter la capacité des gouvernements à accroître les dépenses publiques essentielles, notamment en période de crise. Dans son rapport de 2024 intitulé *A world of debt – A growing burden to global prosperity*<sup>3</sup>, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) signale que la dette publique mondiale continue de croître rapidement: elle a atteint 97 000 milliards d'USD en 2023, soit 5 600 milliards d'USD de plus qu'en 2022. Dans les pays en développement, la dette publique progresse deux fois plus vite que dans les pays développés; elle constituait en 2023 30 pour cent de la dette mondiale, soit une nette hausse par rapport à 2010, année à laquelle sa part se limitait à 16 pour cent. Le rapport montre également que dans les pays en développement, non seulement le paiement des intérêts augmente rapidement, mais il surpasse la croissance des dépenses publiques essentielles. On estime à 3,3 milliards le nombre de personnes vivant dans des pays qui consacrent plus d'argent aux paiements des intérêts qu'à l'éducation ou à la santé.

29. Selon le rapport, si la dette publique augmente dans toutes les régions en développement, il n'y a qu'en Afrique qu'elle grimpe plus vite que le produit intérieur brut (PIB). De ce fait, 46 pour cent des pays en développement ayant un ratio dette publique/PIB supérieur à 60 pour cent sont en Afrique, contre 25 pour cent en 2013.

#### Cours internationaux des produits alimentaires

30. Depuis mai 2020, les prix internationaux de la plupart des produits agricoles n'ont cessé de grimper, et nombre d'entre eux ont atteint des sommets au cours du premier semestre 2022. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en mars 2022 à un niveau inégalé, atteignant en moyenne 160,2 points (en valeur nominale), en hausse de 34 pour cent par rapport à l'année précédente. Le cours international des céréales, des huiles végétales, de la viande et des produits laitiers a lui aussi atteint un pic au cours de la première moitié de 2022.

31. Les prix internationaux des produits alimentaires ont commencé à baisser à la mi-2022; cette tendance s'est poursuivie sans relâche jusqu'en février 2024, avant de laisser la place, depuis mars 2024, à plusieurs hausses mensuelles plus faibles, mais régulières. En septembre 2024, l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 124,4 points, soit une progression de 3 pour cent par rapport au mois d'août, la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis mars 2022. Les cours de tous les produits figurant à l'indice ont augmenté, les hausses allant de 0,4 pour cent pour l'indice des prix de la viande à 10,4 pour cent pour celui du sucre.

32. Les marchés mondiaux des produits alimentaires sont restés relativement calmes à ce stade de l'année 2024. Cependant, ils restent sujets à divers risques et incertitudes, parmi lesquels les conditions météorologiques défavorables, les organismes nuisibles et les maladies, les conflits et les guerres qui peuvent avoir des répercussions sur la production et perturber les échanges, les modifications soudaines des politiques commerciales, susceptibles d'accroître l'incertitude et la volatilité des prix, ainsi que les difficultés économiques. Les conditions économiques générales

---

<sup>3</sup> <https://unctad.org/publication/world-of-debt>.

peuvent également avoir des retombées sur les marchés et les prix alimentaires mondiaux et dégrader la sécurité alimentaire.

33. Si les marchés des produits alimentaires de base restent généralement calmes, les prix internationaux du cacao, du café et du thé demeurent bien au-delà des niveaux historiques, ce qui s'explique par les difficultés pesant sur l'offre et la persistance d'une forte demande mondiale. Ces trois produits ont des caractéristiques communes: ils proviennent d'arbres pérennes, n'ont pas de substituts, et leur production est relativement concentrée dans un petit nombre de pays.

#### Prix des engrais et de l'énergie

34. L'évolution de la situation des marchés de l'énergie met en évidence les interactions qui s'opèrent entre l'offre, la demande et les facteurs géopolitiques. Mi-octobre 2024, les marchés mondiaux du gaz naturel demeuraient correctement approvisionnés, les stocks se maintenant à des niveaux généralement suffisants malgré l'hiver qui arrive aux portes de l'hémisphère nord. Certains phénomènes météorologiques, comme l'ouragan Milton qui s'est abattu sur les États-Unis d'Amérique en octobre 2024, peuvent endommager les infrastructures.

35. Malgré l'intensification des tensions géopolitiques au Proche-Orient, qui ajoute à l'incertitude sur les marchés du pétrole brut, le prix du baril oscillait entre 65 et 77 USD entre début septembre et mi-octobre 2024, un montant inférieur aux niveaux constatés à la fin du mois d'avril dernier, entre 83 et 90 USD. Les prix du pétrole brut restent toutefois imprévisibles, ce qui aura d'importantes répercussions sur les activités économiques, notamment la production agricole et la circulation des marchandises.

36. Les prix du secteur de l'énergie ont des effets directs sur la production agricole en augmentant le coût des intrants utilisés, et des effets indirects, puisque la production d'engrais azotés devient elle aussi plus coûteuse. En raison de la hausse des prix de l'énergie et du gaz naturel intervenue avant et immédiatement après le déclenchement de la guerre en Ukraine, les prix mondiaux de l'urée, du nitrate d'ammonium et d'autres engrais azotés atteignaient, fin février 2022, des niveaux records, bien au-delà de leurs moyennes pluriannuelles respectives. La tonne d'urée coûtait près de 1 000 USD en avril 2022, soit près de quatre fois la moyenne enregistrée en 2020. En septembre 2024, le cours des engrais, calculé sur la base d'un panier de séries de prix de l'azote, du phosphore et du potassium, a atteint 334 USD par tonne en moyenne. Si les prix de l'azote et du potassium ont considérablement diminué depuis les sommets de 2022, ceux du phosphate restent très élevés, notamment du fait de politiques commerciales restrictives.

37. Malgré la baisse des prix, l'application d'engrais par les agriculteurs dans bon nombre de pays reste limitée, généralement en raison de contraintes logistiques structurelles et de problèmes d'infrastructures et de manque de moyens du côté des agriculteurs.

#### Perturbations logistiques

38. Les perturbations logistiques peuvent influencer directement le commerce agricole. Plus de 80 pour cent du commerce mondial de céréales et de graines oléagineuses passe par la voie maritime. Les restrictions et les perturbations pesant sur le transport maritime peuvent par conséquent se traduire par un allongement des distances parcourues par les marchandises, une augmentation des coûts commerciaux susceptibles d'augmenter les prix des aliments pour les consommateurs, et une hausse des émissions de gaz à effet de serre.

39. Depuis juillet 2023, les faibles niveaux d'eau, imputables à l'extrême sécheresse accentuée par le phénomène El Niño, ont limité la taille et le nombre de navires pouvant franchir les écluses du canal de Panama. Bien que toutes les restrictions aient commencé à s'assouplir en janvier 2024 et que les conditions de transport soient aujourd'hui proches de la moyenne, cet épisode suscite des inquiétudes quant à la résilience des itinéraires maritimes compte tenu du changement climatique et de l'évolution du régime pluviométrique. Entre octobre 2023 et septembre 2024, le nombre de passages dans le canal de Panama a diminué de 29 pour cent. Le transport du vrac sec, dont des marchandises agricoles, figure parmi les activités les plus affectées.

40. Les attaques de navires sur les voies commerciales de la mer Rouge continuent de limiter le nombre de passages depuis décembre 2023. La mer Rouge est un important lieu de passage pour les exportations de céréales et de graines oléagineuses de l'Union européenne (UE), de la Fédération de Russie et de l'Ukraine vers l'Asie et l'Afrique de l'Est. Elle permet aussi le transit du riz et d'autres produits de l'Asie vers l'ouest. Le commerce des engrais, y compris la potasse exportée par la Fédération de Russie vers l'Asie, transite également par la mer Rouge. Face à la menace d'attaques, plusieurs compagnies maritimes ont détourné leur flotte vers le cap de Bonne-Espérance. Selon les estimations de certains rapports, le réacheminement des vraquiers qui transportent les céréales d'Europe vers l'Asie allongerait la durée du trajet de 10 à 15 jours et majorerait les tarifs du fret d'environ 10 USD par tonne.

41. Par ailleurs, plusieurs voies navigables intérieures continuent de subir des perturbations qui augmentent le coût du transport, de la logistique et des assurances dans les principaux pays exportateurs de produits agricoles. À la mi-octobre 2024, alors que la récolte du maïs et du soja bat son plein, les conditions de navigation sur le bas-Mississippi se dégradent, ce qui limite le tirant d'eau et la charge des navires.

#### Cadre des politiques commerciales

42. Les éléments qui faussent et restreignent les échanges commerciaux peuvent se mettre en travers de la sécurité alimentaire mondiale. Pour atteindre les cibles de l'ODD 2, il convient de corriger et d'éviter ces distorsions et restrictions sur les marchés agricoles mondiaux et d'adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés des produits alimentaires. On observe toutefois depuis quelques années une montée du protectionnisme et des tensions commerciales, qui constituent des obstacles supplémentaires à la réalisation de la sécurité alimentaire mondiale et des ODD.

43. Des mesures telles que les restrictions à l'exportation, les droits de douane obligatoires, les subventions et le soutien des prix du marché peuvent réduire la disponibilité des aliments et les rendre moins abordables, particulièrement dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Ces politiques sont susceptibles de limiter l'accès à des produits agricoles essentiels, de faire grimper les prix des denrées alimentaires et d'exacerber l'insécurité alimentaire pour les populations vulnérables. Dans un contexte de crises multiples, en particulier, comme les pandémies, les conflits ou les chocs liés au climat survenant simultanément dans plusieurs régions, les restrictions commerciales peuvent aggraver davantage la situation en entravant les flux commerciaux et le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement.

44. Pour atteindre l'ODD 2, il faudra intensifier la coopération en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la durabilité de l'agriculture à l'échelle mondiale. La réalisation de cet objectif dépendra aussi de la mise en œuvre des politiques commerciales qui favorisent la transparence, l'équité et l'ouverture des marchés, limitent les distorsions et encouragent les partenariats entre les pays, à l'appui de systèmes agroalimentaires inclusifs, équitables et capables de répondre aux besoins d'une population mondiale en expansion.

#### ***E. Interventions de la FAO au niveau mondial***

45. Compte tenu de la multiplication des risques et des défis au niveau mondial, il est essentiel d'assurer la transparence des marchés pour étayer la prise de décisions et réduire l'incertitude des marchés. Au moyen de ses activités centrales et de la publication périodique de rapports et de notes d'information, la FAO a continué à fournir des données et des informations actualisées et objectives sur l'évolution et les perspectives des marchés, des alertes rapides de portées nationale et régionale, ainsi que des évaluations des répercussions sur l'insécurité alimentaire mondiale.

46. Il importe en outre d'instaurer un dialogue et une coordination au niveau mondial en matière de politiques pour éviter que celles-ci n'entraînent des distorsions et, ce faisant, réduire autant que possible les perturbations des marchés et des échanges commerciaux et veiller au bon fonctionnement des marchés internationaux et des chaînes d'approvisionnement. Le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du Groupe des vingt (G20), dont le secrétariat interinstitutions est hébergé par la FAO, a contribué à renforcer la transparence des marchés grâce à ses activités et outils de suivi



des marchés, mis en œuvre à un rythme régulier et en temps utile, tandis que son Forum pour une intervention rapide offre une plateforme sans équivalent de dialogue sur les politiques et de coordination des interventions pour les membres participants du G20.

47. Outre son rôle de chef de file dans la fourniture de services d'information sur les marchés et de biens publics mondiaux à même d'éclairer la prise de décisions, la FAO est également aux avant-postes des efforts visant à préciser les contours des approches de gestion de la crise alimentaire mondiale au sein d'un large éventail de dispositifs de gouvernance mondiale, y compris le G20, le Groupe des sept (G7), le Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire, le Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture et le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2022 en réaction à la crise mondiale.

48. Sous la présidence brésilienne du G20 en 2024, la FAO a appuyé activement la création de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté afin d'intensifier et d'accélérer les efforts consentis pour éradiquer la pauvreté et la faim (ODD 1 et 2) et, en parallèle, de réduire les inégalités (ODD 10), de défendre des transitions justes et de contribuer à la réalisation des autres ODD. Concernant le processus du G7 présidé par l'Italie, la FAO a collaboré avec le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et a mis au point le Mécanisme de financement en cas de crises alimentaires dues à des chocs (FSFC) et poursuit son perfectionnement. Le FSFC est dirigé par la FAO en étroite collaboration avec le PAM et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. Ce mécanisme mondial vise à financer des interventions rapides en prévision de crises alimentaires graves, dont l'objectif explicite est d'éviter l'aggravation de ces crises de façon à sauver des vies. Il permettra de créer un système d'intervention rapide présentant un meilleur rapport coût-efficacité en mettant à profit le capital-risque et les connaissances des marchés mondiaux de l'assurance et en s'appuyant sur l'expérience acquise par la FAO et la communauté humanitaire en matière de mise en œuvre d'actions anticipatoires.

49. Les activités de la FAO ne s'arrêtent pas aux interventions immédiates de lutte contre la crise de la sécurité alimentaire mondiale qui sévit actuellement. L'Organisation s'attache prioritairement à fournir un appui technique et stratégique à ses membres, ceux-ci devant d'urgence transformer leurs systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. Elle mène à ce titre des efforts et des actions à moyenne et longue échéances, qui concordent pleinement avec son Cadre stratégique 2022-2031. L'appui fourni par la FAO à ses membres couvre l'ensemble des domaines d'activités de l'Organisation, y compris la pêche et les forêts.

50. La page web spécialement créée, [Réponse de la FAO face aux défis mondiaux liés à la sécurité alimentaire](#), donne des informations complètes sur ces activités, y compris sur les situations à Gaza et en Ukraine ainsi que sur d'autres crises en cours.

### **III. Situation à Gaza en matière de sécurité alimentaire et questions connexes relevant du mandat de la FAO**

#### ***A. Situation en matière de sécurité alimentaire à Gaza***

51. L'escalade du conflit et des hostilités dans la bande de Gaza depuis le début du mois d'octobre 2023 a provoqué une crise humanitaire de grande ampleur, caractérisée par un niveau catastrophique d'insécurité alimentaire aiguë, comme l'indique le rapport de l'IPC publié le 18 mars 2024. Le blocus imposé sur la bande de Gaza, les destructions infligées aux infrastructures liées aux systèmes alimentaires, sanitaires et hydriques par les bombardements massifs et les opérations terrestres menées des forces armées israéliennes au cours des derniers mois, ainsi que les restrictions relatives à l'acheminement de l'aide d'urgence, ont entraîné une généralisation de l'insécurité alimentaire et de la pénurie de produits alimentaires. Depuis octobre 2023, la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition s'est profondément détériorée, si bien qu'aucune des conditions fondamentales requises pour garantir à chacun le droit à une alimentation adéquate n'est remplie. Cette situation est également de plus en plus préoccupante en Cisjordanie.

52. Selon le rapport publié en juin 2024 par le comité de l'IPC chargé de l'analyse des situations de famine, la situation à Gaza demeure catastrophique et le risque de famine à long terme est élevé dans l'ensemble de la bande de Gaza. Comme la crise perdure, le niveau de risque reste au moins aussi élevé que celui qui prévalait à tout moment ces derniers mois et ce phénomène s'accompagne de souffrances humaines extrêmes<sup>4</sup>. D'après la dernière analyse de l'IPC, qui a été publiée en octobre dernier, un an après le début du conflit, le risque de famine demeure dans toute la bande de Gaza. Compte tenu de la récente intensification des hostilités, il y a fort à craindre que cette hypothèse, la plus défavorable, se concrétise<sup>5</sup>.

53. L'intensification temporaire de l'aide humanitaire et de l'offre du marché entre mai et août 2024 a permis de réduire partiellement l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition. Cependant, en septembre, le volume d'approvisionnement en produits à vocation commerciale ou humanitaire à Gaza a atteint son niveau le plus bas depuis mars 2024. La baisse importante de ce volume va profondément limiter la disponibilité des denrées alimentaires et la capacité des familles de trouver de quoi se nourrir et d'accéder à des services au cours des prochains mois. À l'approche de la saison hivernale, il est attendu une chute des températures, ainsi que des précipitations et d'éventuelles inondations. L'exposition aux maladies saisonnières et l'accès à l'eau et aux services de santé qui est de plus en plus limité pourraient aggraver la situation en matière de malnutrition aiguë, en particulier dans les zones à forte densité démographique, où le risque d'épidémie est déjà élevé.

54. Entre septembre et octobre 2024, l'ensemble du territoire a été classé en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC). Environ 1,84 million de personnes dans l'ensemble de la bande de Gaza sont en proie à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë correspondant à une situation de crise (phase 3 ou supérieure de l'IPC). Parmi celles-ci, près de 133 000 personnes sont confrontées à une situation de catastrophe (phase 5) et 664 000 à une situation d'urgence (phase 4). La malnutrition aiguë atteint un niveau préoccupant (phase 3 de l'IPC), qui est 10 fois supérieur au niveau antérieur à l'aggravation des hostilités. La population confrontée à un niveau correspondant à une situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC) devrait quasiment tripler dans les prochains mois. Entre novembre 2024 et avril 2025, près de 2 millions de personnes, soit plus de 90 pour cent de la population, seront considérées comme étant en proie à des niveaux correspondant à une situation de crise (phase 3 ou supérieure de l'IPC). Parmi celles-ci, près de 345 000 personnes (16 pour cent) se trouveront dans une situation de catastrophe (phase 5) et 876 000 (41 pour cent) dans une situation d'urgence (phase 4). Bien que moins peuplés, Rafah et les gouvernorats du nord feront probablement face à une insécurité alimentaire aiguë atteignant un niveau encore plus préoccupant<sup>6, 7</sup>.

55. Dans l'ensemble de la bande de Gaza, la population consomme essentiellement un nombre limité de groupes d'aliments (huiles, céréales et tubercules). Les apports en aliments riches en protéines tels que la viande et les produits laitiers, ainsi qu'en fruits et en légumes, sont négligeables. Plus de 93 pour cent des jeunes enfants et des femmes enceintes ou allaitantes consomment deux groupes d'aliments au maximum par jour et plus de 90 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de plusieurs maladies<sup>8</sup>. Le traitement des maladies et de la malnutrition aiguë est entravé par la dégradation de l'accès aux soins de santé, l'activité d'au moins 60 pour cent des établissements de soins de santé primaires et de 73 pour cent des hôpitaux étant en arrêt partiel ou total. La situation sanitaire se détériore d'autant plus que l'accès à une eau sans risque pour la santé est limité. En outre, compte tenu des restrictions relatives aux importations de gaz de cuisson, trois ménages sur quatre à

---

<sup>4</sup> IPC. 2024. *Famine Review Committee: Gaza Strip*, juin 2024. Rome.

[https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/IPC\\_Famine\\_Review\\_Committee\\_Report\\_Gaza\\_June2024.pdf](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Famine_Review_Committee_Report_Gaza_June2024.pdf).

<sup>5</sup> *Gaza Strip: Acute Food Insecurity Situation for September - October 2024 and Projection for November 2024 - April 2025*. <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1157985/>.

<sup>6</sup> *Gaza Strip: Acute Food Insecurity Situation for September - October 2024 and Projection for November 2024 - April 2025*. <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1157985/>.

<sup>7</sup> *Gaza Strip: Acute Food Insecurity Special Snapshot for 1 May - 30 September 2024*. [https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/IPC\\_Gaza\\_Strip\\_Acute\\_Food\\_Insecurity\\_MaySept2024\\_Special\\_Snapshot.pdf](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Gaza_Strip_Acute_Food_Insecurity_MaySept2024_Special_Snapshot.pdf).

<sup>8</sup> Groupe nutrition de l'État de Palestine: <https://response.reliefweb.int/palestine/nutrition> (en anglais).

Gaza utilisent du bois, des résidus de bois et des déchets d'origine animale ou humaine comme combustibles pour cuire les aliments.

56. La pénurie alimentaire entraîne une hausse des prix des denrées. Il en résulte une réduction du pouvoir d'achat des ménages – phénomène qui, associé au niveau important de perte d'emplois, entrave de façon considérable l'accès à la nourriture par l'intermédiaire des marchés informels. Entre un tiers et la moitié des ménages gazaouis déclarent connaître des personnes qui ont été obligées de consommer des aliments sauvages ou crus non comestibles (aliments pour animaux, semences, carcasses) pour combattre la faim. Selon les dernières données, plus de la moitié des ménages ont dû échanger leurs vêtements contre de l'argent pour acheter de quoi se nourrir et un tiers n'ont eu d'autre choix que de ramasser des déchets pour les revendre. Plus de la moitié des ménages ont également indiqué qu'ils n'avaient rien à manger chez eux et plus de 20 pour cent ont déclaré avoir passé des journées entières sans manger<sup>9</sup>.

57. Les déficits de consommation alimentaire prolongés et extrêmes accroissent grandement le risque de malnutrition, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes âgées. Cette situation entraîne une hausse du nombre de cas de diarrhée, d'infection respiratoire aiguë et d'autres maladies infectieuses telles que l'hépatite A, qui sont fortement susceptibles de se propager en raison de la surpopulation dans les centres d'hébergement et du manque d'accès à des installations adéquates d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. L'analyse de la vulnérabilité et de la situation en matière de nutrition récemment effectuée par le Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations<sup>10</sup> a révélé que 81 pour cent des ménages ne jouissaient pas d'un accès suffisant à une eau potable salubre, l'accès étant, en moyenne, limité à moins d'un litre d'eau par personne et par jour (une valeur bien inférieure à la norme minimale de 15 litres par personne et par jour). Cette pénurie d'eau importante fait peser des risques élevés sur la santé, la sécurité, la dignité et la vie privée des femmes et des filles, ce qui rend celles-ci encore plus vulnérables. En outre, le manque d'accès aux services de soins de santé essentiels contrevient à leurs droits en matière de procréation et à leurs droits fondamentaux à la vie, à la santé, à la dignité humaine et à l'absence de discrimination. Il accroît également le risque de violences fondées sur le genre auquel sont exposées les femmes et les filles.

58. La situation est tout aussi désastreuse en ce qui concerne les installations sanitaires de base. Le nombre total d'installations d'évacuation des eaux usées qui étaient endommagées ou détruites est passé de 68 en février à 77 en mai. Selon les observations, seules 29 installations d'évacuation des eaux usées n'avaient aucun dommage apparent en mai. La contamination des sols, des sources d'eau souterraines et des cultures par les résidus et produits chimiques provenant d'engins explosifs aggrave les effets de l'insuffisance des apports alimentaires, de la surpopulation et de l'effondrement des services publics, et cette conjonction de facteurs accroît le risque de flambées épidémiques de maladies infectieuses mortelles et de surmortalité<sup>11</sup>.

59. Début 2024, 80 à 96 pour cent des actifs agricoles de Gaza, 62 pour cent de l'ensemble des habitations et une proportion importante des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi que des établissements de santé, étaient partiellement ou totalement détruits. Fin août, on comptait environ 1,9 million de personnes déplacées (90 pour cent de la population gazaouie) et, mi-2024, l'économie de Gaza s'était contractée à un niveau correspondant à moins d'un

---

<sup>9</sup> *Gaza Strip: Acute Food Insecurity Special Snapshot for 1 May - 30 September 2024.*

[https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/IPC\\_Gaza\\_Strip\\_Acute\\_Food\\_Insecurity\\_MaySept\\_2024\\_Special\\_Snapshot.pdf](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Gaza_Strip_Acute_Food_Insecurity_MaySept_2024_Special_Snapshot.pdf).

<sup>10</sup> Voir <https://www.nutritioncluster.net/sites/nutritioncluster.com/files/2024-02/GAZA-Nutrition-vulnerability-and-SitAn-v7.pdf> (en anglais).

<sup>11</sup> *Gaza Strip: Acute Food Insecurity Special Snapshot for 1 May - 30 September 2024.*

[https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/IPC\\_Gaza\\_Strip\\_Acute\\_Food\\_Insecurity\\_MaySept\\_2024\\_Special\\_Snapshot.pdf](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Gaza_Strip_Acute_Food_Insecurity_MaySept_2024_Special_Snapshot.pdf).

sixième de sa valeur de 2022<sup>12, 13</sup>. En mai 2024, environ 60 pour cent de l'ensemble des bâtiments, y compris des habitations, des commerces et des infrastructures, tels que les établissements hospitaliers et scolaires, étaient détruits. En septembre 2024, 67,6 pour cent des terres agricoles avaient subi des dégâts, ce qui compromettrait considérablement le bon fonctionnement du système alimentaire.

60. Étant donné la situation d'insécurité alimentaire catastrophique et les violations présumées des droits de la population palestinienne dans la bande de Gaza, notamment dans les domaines de l'alimentation, de l'eau, du logement et de la santé, ainsi que l'importance cruciale de la paix pour la sécurité alimentaire, la FAO soutient l'appel à un cessez-le-feu immédiat, afin de pouvoir fournir en urgence une aide humanitaire essentielle à grande échelle et soulager la souffrance humaine.

### ***B. Aggravation des risques et répercussions mondiales***

61. La montée des tensions autour de la mer Rouge pourrait avoir d'amples répercussions économiques aux niveaux régional et mondial. Comme indiqué dans le présent document, les tensions qui règnent en mer Rouge compromettent la sécurité des chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui entraîne une modification des itinéraires pour éviter le canal de Suez – l'un des principaux goulets d'étranglement des flux commerciaux mondiaux et une source vitale de devises pour l'Égypte – et nécessite d'emprunter des parcours de substitution plus longs afin de réduire les risques d'attaque. Cette situation est aggravée par les perturbations découlant de la sécheresse persistante qui a restreint la navigation dans le canal de Panama entre début 2023 et mi-2024<sup>14</sup>. Conjuguées les unes aux autres, ces perturbations ont non seulement entraîné une hausse des coûts de transport et des temps de transit, mais ont également mis en lumière la vulnérabilité des échanges commerciaux en cas de choc susceptible de résulter de phénomènes climatiques ou de conflits, car il en découlerait une hausse peut-être encore plus importante des prix des denrées alimentaires à long terme.

### ***C. Interventions de la FAO à Gaza***

62. Dans la bande de Gaza, la FAO mène des activités visant à aider la population à produire rapidement des denrées alimentaires très nutritives, à compléter l'assistance alimentaire et à faciliter l'accès à des aliments de qualité, y compris si la situation évoluait rapidement sur le front de l'accès à l'aide. L'Organisation poursuit l'approvisionnement en produits d'alimentation animale. Entre avril et septembre 2024, elle a distribué environ 645 tonnes d'aliments pour animaux à 4 450 bénéficiaires. L'expédition vers Gaza de 381,5 tonnes supplémentaires est en cours de préparation au Caire. La FAO a également signé un bon de commande pour la distribution de 2 200 tonnes d'aliments concentrés pour animaux, qui seront livrées dès que les conditions le permettront sur les plans de l'accès, de la logistique et de la sécurité. En outre, elle a distribué 2 387 kits vétérinaires pour améliorer la santé animale et soutenir les moyens de subsistance des éleveurs. Il est crucial que les animaux d'élevage restent en vie et en bonne santé pour que les familles et en particulier les enfants, qui sont souvent malnutris ou exposés à un risque de malnutrition, aient accès à des protéines et à du lait.

63. D'après une récente évaluation conjointe de la FAO et du Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT) sur les dégâts subis par les terres agricoles, dont les résultats sont issus d'images obtenues par satellite en septembre 2024, environ 68 pour cent des terres agricoles de la bande de Gaza (10 183 hectares sur 15 053) ont été partiellement ou totalement détruites par des opérations visant à raser la zone ciblée, des manœuvres de véhicules lourds, des bombardements et des tirs d'obus ou d'autres facteurs imputables au conflit. Il a également été observé que des infrastructures essentielles des systèmes agroalimentaires avaient subi des dégâts. Par exemple, 52,5 pour cent de l'ensemble des puits agricoles étaient endommagés dans la bande de Gaza. En outre, le port de la ville

---

<sup>12</sup> FAO, UNITAR et UNOSAT. 2024. *Damage to cropland due to the conflict in the Gaza Strip as of 20 May 2024*. <https://fscluster.org/state-of-palestine/document/damage-cropland-due-conflict-gaza-strip>.

<sup>13</sup> Banque mondiale, Union européenne et ONU. 2024. *Gaza Strip: Interim Damage Assessment*. (Consulté le 29 août 2024). <https://palestine.un.org/sites/default/files/2024-04/Gaza-Interim-Damage-Assessment-Final.pdf>.

<sup>14</sup> Fonds monétaire international (FMI). 2024. «Shipping Restrictions to Panama Canal due to Drought». Dans: *IMF PortWatch*. (Consulté le 30 septembre 2024). <https://portwatch.imf.org/pages/76f7d4b0062e46c5bbc862d4c3ce1d4b>.

de Gaza a subi de lourds dégâts et la plupart des navires de pêche ont été détruits. Les évaluations en cours de la situation en Cisjordanie devraient être achevées en octobre et publiées en novembre. Elles visent à produire un aperçu détaillé de la façon dont les restrictions des déplacements et l'escalade du conflit touchent les bénéficiaires de la FAO, y compris les agriculteurs et les éleveurs.

64. La FAO a mené plusieurs séries d'évaluations rapides auprès des éleveurs de Gaza entre mars et août 2024, afin d'estimer la mortalité. D'après ces travaux, près de 96 pour cent des bovins (environ 14 000 têtes) sont morts, ce qui a entraîné une réduction importante de la production laitière. En outre, seulement quelque 43 pour cent des ovins (moins de 25 000 têtes) et 36 pour cent des caprins (environ 3 000 têtes) sont encore en vie. Dans le secteur de la volaille, les pertes constatées sont colossales, puisque seulement 1 pour cent des bêtes (près de 34 000) sont encore en vie, mais celles-ci ne sont guère productives.

65. La FAO a effectué plusieurs relevés géospatiaux en collaboration avec l'UNOSAT, ainsi qu'avec les institutions palestiniennes concernées (Ministère de l'agriculture et Bureau central palestinien des statistiques), afin d'évaluer les dommages subis par le secteur agricole dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Ces évaluations visent à produire une analyse détaillée de la façon dont les restrictions des déplacements et l'escalade du conflit touchent les bénéficiaires de la FAO, y compris les agriculteurs et les éleveurs.

#### **IV. Impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale et questions connexes relevant du mandat de la FAO**

##### ***A. Conséquences mondiales de la guerre en Ukraine***

66. Suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février 2022, et aux bouleversements des marchés et du commerce mondiaux qui ont en immédiatement résulté sous l'effet des perturbations de la logistique du commerce et des itinéraires de transport, un certain nombre de scénarios se sont dégagés concernant les répercussions potentielles du conflit dans le monde, compte tenu de l'importance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine sur les marchés agroalimentaires mondiaux. Les deux pays figurent parmi les principaux producteurs agricoles du monde. Ils exportent de grandes quantités d'aliments de base vers de nombreux pays qui sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires pour combler les besoins de leur population, notamment de nombreux pays parmi les moins avancés et pays à faible revenu et à déficit vivrier.

67. Les documents des précédentes sessions du Conseil mettaient l'accent sur les principaux risques associés à la guerre en Ukraine, notamment les risques pour les échanges commerciaux et la logistique, la production, les prix et l'énergie. Ces risques étaient particulièrement présents en 2022, mais ils se sont progressivement estompés à mesure que l'économie mondiale s'est adaptée aux nouvelles réalités des marchés et a absorbé une partie des répercussions.

68. Lorsque la guerre a éclaté fin février 2022, la Fédération de Russie et l'Ukraine étaient au milieu de la campagne de commercialisation 2021-2022, ce qui a eu des effets sur la capacité des deux pays d'honorer les contrats d'exportation existants et d'en conclure de nouveaux pour les cultures déjà récoltées. Cela a surtout été le cas pour l'Ukraine, où la guerre a entraîné l'arrêt de toutes les activités commerciales de transport maritime, la suspension temporaire des activités des producteurs de céréales et des usines de broyage du secteur privé, des dommages aux infrastructures de transport intérieur et aux installations de stockage et de transformation, ainsi que l'introduction de licences obligatoires ou d'interdictions complètes visant les exportations de certains produits. Cela a eu des répercussions sur les disponibilités alimentaires mondiales et a fait monter les prix à des niveaux record. En octobre 2024, en dépit de l'arrêt de l'Initiative céréalière de la mer Noire en juillet 2023, l'Ukraine poursuivait ses exportations depuis les ports de la mer Noire pour approvisionner les marchés mondiaux.

69. En septembre 2024, le Ministère ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation a signé un protocole d'accord<sup>15</sup> avec des acteurs nationaux du marché céréalier, notamment la Chambre de commerce des États-Unis d'Amérique en Ukraine et l'Association céréalière ukrainienne, l'European Business Association, le Forum agricole national d'Ukraine et l'Association des agriculteurs et des propriétaires terriens privés d'Ukraine. Dans une annexe au protocole d'accord, les signataires se sont entendus sur un volume total d'exportation de blé de 16,2 millions de tonnes pour la campagne de commercialisation 2024-2025. Ils sont convenus qu'ils pourraient modifier ce chiffre en janvier 2025 en fonction des volumes réels d'exportation et de la situation en matière d'approvisionnement du marché intérieur. En 2023-2024, l'Ukraine a exporté plus de 18 millions de tonnes de blé.

70. Les marchés mondiaux des céréales et des graines oléagineuses sont relativement stables à l'heure actuelle, mais si un bouleversement entraînait une diminution des exportations ukrainiennes, sous l'effet de déficits de production ou de dégâts d'infrastructure imputables à la guerre, cela aurait des répercussions sur les disponibilités mondiales et les prix des produits alimentaires.

### ***B. Situation en Ukraine***

71. La guerre continue de bouleverser le secteur agroalimentaire ukrainien et de se traduire par un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë, en particulier dans les zones de conflit. L'endommagement et la destruction d'infrastructures essentielles, ainsi que la contamination des terres agricoles imputable à la présence de mines terrestres, entravent l'activité agricole et le transport de la production végétale vers les marchés locaux et étrangers. Les coûts élevés de production et de logistique fragilisent les moyens de subsistance, en réduisant les revenus des exploitants agricoles et le chiffre d'affaires de millions d'Ukrainiens en zone rurale.

72. Selon les estimations, la production céréalière ukrainienne s'élèverait à 22,3 millions de tonnes en 2024, soit 13 pour cent de moins que la production moyenne des cinq dernières années et 30 pour cent de moins que la production de 2021. Les perturbations du marché imputables au conflit limitent aussi considérablement la possibilité pour les agriculteurs de s'approvisionner en intrants, ce qui compromet les perspectives de rendement du blé, en dépit de conditions météorologiques globalement favorables. Pour des raisons analogues, la production de maïs devrait s'élever à 25,8 millions de tonnes, soit près de 22 pour cent de moins que la production moyenne des cinq dernières années et 39 pour cent de moins que la production de 2021. En 2024, les exportations de blé devraient diminuer tandis que celles des cultures oléagineuses devraient augmenter.

73. En collaboration avec ses partenaires, la FAO mène des évaluations complètes pour connaître l'impact de la guerre sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages ukrainiens. Ces évaluations visent en priorité les ménages ruraux, en particulier ceux qui vivent dans les zones de front, l'objectif étant de connaître les effets de la guerre sur leur production et leurs moyens de subsistance. Les résultats, qui devraient être publiés entre fin 2024 et début 2025, seront cruciaux pour apporter un éclairage sur les interventions humanitaires et les efforts de relèvement.

### ***C. Situation dans les pays voisins***

74. Depuis le début de la guerre, la réduction de la capacité d'exportation de l'Ukraine au départ des ports de la mer Noire entraîne une réorientation des flux commerciaux vers les pays de l'Union européenne voisins, qui font office de lieux de transit ou sont les destinataires finaux des exportations. En mai 2022, l'Union européenne a mis en place des «corridors de solidarité» permettant à l'Ukraine d'exporter des céréales et d'autres produits alimentaires et d'importer des biens qui lui sont nécessaires, y compris des intrants agricoles. Bien qu'ils aient facilité l'exportation de denrées alimentaires et de produits agricoles ukrainiens, ces corridors ont créé des tensions entre l'Ukraine et les pays de l'Union européenne qui l'entourent (Hongrie, Pologne, Roumanie et Slovaquie) en raison de préoccupations liées aux effets susceptibles de toucher les marchés locaux et les exploitants agricoles.

---

<sup>15</sup> <https://www.kmu.gov.ua/en/news/minahropolityky-ta-uchasnyky-zernovoho-rynku-uzghodyly-hranychni-obsiahy-eksportu-zernovykh-u-20242025-marketynhovomu-rotsi>.

75. Mi-2023, l'ouverture de nouveaux itinéraires a facilité les exportations ukrainiennes, qui ont pu en particulier être acheminées depuis des ports de la mer Noire via des corridors humanitaires, et a permis d'obtenir de meilleurs résultats que l'Initiative céréalière de la mer Noire. De ce fait, les exportations de l'Ukraine ont de nouveau atteint leurs niveaux d'avant-guerre et 80 pour cent des exportations agricoles sont désormais acheminées par la mer Noire. Cette réorientation par la mer Noire a réduit les acheminements par le Danube et par voie terrestre et a diminué les tensions entre l'Ukraine et les pays de l'Union européenne qui l'entourent. Depuis septembre 2023, il n'y a eu presque aucune exportation de blé et de maïs depuis l'Ukraine à destination des pays voisins. La concurrence avec les agriculteurs locaux des pays situés dans l'est de l'Union européenne se limite principalement à l'accès aux infrastructures et aux services de transport.

76. En avril 2024, la Commission européenne a renouvelé, pour une année supplémentaire, ses mesures commerciales suspendant l'ensemble des droits et des quotas appliqués aux produits ukrainiens. Toutefois, elle a mis en place un mécanisme de sauvegarde, qui a été activé mi-2024 pour des produits en particulier, tels que l'avoine et le sucre, et 62 pour cent du quota d'exportation de maïs de l'Ukraine avait été atteint fin septembre 2024.

#### ***D. Interventions de la FAO en Ukraine***

77. Depuis 2022, la FAO a prêté un appui à plus de 251 000 familles rurales, en concentrant ses efforts sur les oblasts (régions) d'Ukraine les plus touchés. Parmi celles-ci, environ 109 846 familles ont reçu des semences de légumes, des plants de pommes de terre et d'autres types de semences. Par ailleurs, 119 816 ménages ont bénéficié d'un soutien pour la production animale, notamment d'un appui pour se procurer des aliments pour animaux et du matériel vétérinaire et de soins de santé animale, des bons pour la réparation d'abris pour animaux, ainsi que des animaux vivants. À plusieurs reprises et pour couvrir les dépenses de base, la FAO a aidé jusqu'à 9 310 ménages au moyen de transferts monétaires à usages multiples, en particulier là où la reprise d'une activité de subsistance à court terme n'était pas possible.

78. Parallèlement et dans la perspective de stabiliser la production dans les zones situées à proximité de la ligne de front, la FAO a aidé environ 10 500 petits exploitants depuis 2022, en leur fournissant des céréales et des oléagineux. La plupart des exploitants sélectionnés avaient des difficultés à accéder à un soutien financier et à obtenir des semences de qualité, ce qui compliquait la poursuite de la production de cultures de base, telles que le blé, l'orge, le maïs et les graines de tournesol. Ce soutien a été essentiel pour préserver l'économie locale, maintenir des emplois en milieu rural et aider des ménages ruraux à s'acquitter des loyers relatifs aux terres qu'ils exploitent.

79. De plus, depuis 2022, la FAO a contribué à faciliter le stockage temporaire de 6,1 millions de tonnes de céréales en distribuant à 1 964 exploitants agricoles dans l'ensemble du pays des manchons à grains (30 000 unités) et des unités de stockage modulaires (244 unités). Elle a complété ce soutien par la distribution de 103 équipements de chargement et de déchargement à des opérateurs de machines agricoles à même de prêter des services logistiques aux petits exploitants. En outre, la FAO a aidé 99 entreprises du secteur agroalimentaire à accéder à des sources d'énergie de substitution, en particulier dans les zones situées à proximité de la ligne de front où l'approvisionnement en énergie est irrégulier depuis 2022. Un soutien supplémentaire sera apporté dans les prochains mois et 245 entreprises en bénéficieront dans les domaines d'activités suivants: fabrication de produits de boulangerie, conservation de légumes, transformation de produits carnés, agriculture biologique, transformation de céréales, aquaculture, etc.

80. La remise en état des terres arables contaminées par des mines et des munitions non explosées est un volet crucial du relèvement économique de l'Ukraine. La FAO s'est associée au PAM, à la Fondation suisse de déminage et à Mines Advisory Group pour aider le Gouvernement à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé, à savoir rétablir l'exploitabilité économique de 305 000 hectares d'ici à la fin de 2024. Pour cela, un soutien supplémentaire a été mobilisé, afin de faciliter le recensement de terres agricoles contaminées par des munitions non explosées et des restes d'explosifs de guerre dans trois régions (celles de Kharkiv, de Kherson et de Mykolaïv), en partenariat avec différents ministères (économie, agriculture et défense) et les administrations des oblasts concernés.

81. La FAO a mené plusieurs études pour cerner les répercussions de la guerre sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Entre la fin de 2022 et le début de 2024, elle a effectué une série d'études pour évaluer l'impact de la guerre sur la production et les moyens de subsistance agricoles, tant au niveau des ménages que des producteurs. Ces évaluations comprenaient des analyses sectorielles des dommages et des pertes causés au secteur agricole. Par ailleurs, la FAO a activement participé à divers processus analytiques multipartites en Ukraine, notamment aux évaluations rapides des dommages et des besoins, aux évaluations des besoins après des catastrophes et aux évaluations des répercussions du conflit sur la situation humanitaire. Un nouveau cycle d'évaluation est prévu d'ici à la fin de 2024, sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires.

82. La FAO élabore actuellement sa stratégie visant à contribuer aux efforts de renforcement de la résilience et de relèvement dans le secteur rural, en particulier en apportant un appui à l'amélioration de la productivité des petits exploitants dans différentes chaînes de valeur. Jusqu'à présent, plus de 216 petits producteurs de l'ouest de l'Ukraine ont bénéficié de subventions de contrepartie destinées à soutenir la production, à améliorer l'efficacité et la rentabilité et, à terme, à renforcer les chaînes de valeur et d'approvisionnement nationales.

## **V. Situation au Soudan en matière de sécurité alimentaire et questions connexes relevant du mandat de la FAO**

### ***A. Situation en matière de sécurité alimentaire au Soudan***

83. Une situation de famine a été constatée en juillet 2024 dans le camp de déplacés internes de Zamzam (Darfour septentrional), qui abrite plusieurs centaines de milliers de personnes. D'après le rapport sur les foyers de famine, cette situation devrait fort probablement perdurer en raison du conflit en cours et de l'aggravation de la crise économique. À cela s'ajoutent les difficultés extrêmes d'accès humanitaire et une précocité éventuelle de la période de soudure. Un nombre important de personnes, en particulier dans les zones de forte concentration de déplacés internes et de réfugiés, devraient se trouver en situation d'insécurité alimentaire catastrophique d'ici à février 2025.

84. Le conflit risque de s'étendre dans les prochains mois et de toucher des États très peuplés, ce qui contribuerait à de nouveaux déplacements de population à grande échelle. L'économie devrait se contracter de 4,2 pour cent en 2024, ce qui équivaldrait à un repli pour la septième année consécutive. Le recul de l'offre du marché entraîne une hausse des prix qui touche aussi bien les produits importés que les produits locaux. Des préoccupations demeurent également en ce qui concerne le rendement de la campagne agricole de 2024 en raison des inondations et de la propagation du conflit vers les principales zones de production céréalière du sud-est du Soudan, notamment les États du Nil bleu, de Sennar et du Nil blanc.

85. Lors de la campagne de récolte, entre octobre 2024 et février 2025 – période au cours de laquelle le niveau d'insécurité alimentaire aiguë devrait globalement diminuer –, près de 21,1 millions de personnes (45 pour cent de la population) devraient être confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou supérieure de l'IPC). Parmi celles-ci, 6,4 millions se trouveraient alors en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC). Selon les estimations, 109 000 personnes pourraient être confrontées à un niveau correspondant à une situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC) dans les zones de conflit. Une nouvelle analyse s'appuyant sur l'IPC est en cours.

### ***B. Répercussions régionales de la crise au Soudan***

86. En raison du conflit, de l'effondrement économique, de la famine et de la défaillance des principaux services publics, la crise liée aux déplacements au Soudan devrait s'aggraver tant à l'intérieur des frontières que dans les pays voisins. Le pays est le théâtre des déplacements de populations les plus importants au monde – situation de crise dont la croissance est aussi la plus rapide –, et on y compte près de 11,3 millions de personnes déplacées. Ce chiffre comprend 8,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et environ 2,9 millions de personnes qui ont trouvé refuge dans un pays voisin, principalement l'Égypte, le Soudan du Sud et le Tchad, mais aussi l'Éthiopie, la Libye, l'Ouganda et la République centrafricaine. La plupart des personnes qui quittent



le Soudan pour se rendre dans un pays voisin sont dans un mauvais état nutritionnel et ont besoin d'une aide humanitaire considérable.

87. L'afflux de réfugiés, de personnes ayant pris le chemin du retour et d'autres ressortissants vers les pays voisins du Soudan se poursuivra dans les mois à venir, sous l'effet de différents phénomènes, ce qui fera croître les besoins humanitaires dans toute la région. Si le conflit s'aggrave dans les États très peuplés du Nil bleu et du Nil blanc, on s'attend à un afflux très important de personnes vers le Soudan du Sud, principalement de personnes prenant le chemin du retour, par les points d'entrée de Renk et Maban. D'ici à la fin de l'année 2024, le nombre de réfugiés franchissant la frontière pour se rendre au Tchad devrait s'élever à près de 1,3 million, un chiffre en hausse par rapport aux près de 646 000 personnes déplacées que le pays comptait à la mi-septembre 2024.

88. Les déplacements de masse depuis le Soudan aggraveront la pression exercée sur les ressources des pays d'accueil, perturberont le commerce et les chaînes d'approvisionnement en place, feront croître l'inflation et entraîneront une hausse des coûts d'intervention humanitaire. Il en résultera de nouvelles difficultés pour les populations d'accueil et environ 556 000 personnes devraient avoir besoin d'une aide humanitaire d'ici à la fin de 2024. La crise au Soudan a également des répercussions importantes sur les économies des pays voisins. Au Soudan du Sud, en particulier, les pertes importantes de revenus pétroliers qui découlent de la rupture d'un oléoduc accentuent l'inflation, creusent le déficit des finances publiques et aggravent la dépréciation monétaire.

### ***C. Interventions de la FAO au Soudan***

89. En 2023, la FAO a répondu aux besoins en matière de sécurité alimentaire accentués par le déclenchement du conflit au Soudan en déployant une campagne d'urgence de distribution de semences dans 15 États. Elle a ainsi livré plus de 10 000 tonnes de semences certifiées à 5,1 millions de personnes, à temps pour la période déterminante des semis.

90. Malgré la persistance du conflit et des difficultés d'accès, la FAO et ses partenaires ont distribué, depuis juin 2024, plus de 5 046 tonnes de végétaux essentiels et 8 320 kilogrammes de semences de légumes à plus de 517 000 ménages vulnérables (soit environ 2,59 millions de personnes) dans 11 États du Soudan. Au cours du premier semestre 2024, la FAO et ses partenaires sont parvenus à vacciner près de 2,8 millions d'animaux contre les maladies courantes du bétail, au bénéfice de près de 558 000 ménages agropastoraux.

91. Entre octobre et décembre 2024, la FAO a pour objectif (sous réserve de la fourniture de ressources extrabudgétaires) de vacciner 3 millions de petits ruminants dans 10 États, ce qui bénéficierait à environ 300 000 ménages d'éleveurs et aux 1,5 million de membres de leur famille élargie, et créerait des revenus pour les populations pastorales tout en renforçant leur base d'actifs et leur sécurité alimentaire.

## **VI. Interventions d'urgence de la FAO dans les situations de crise**

92. Cette section répond à la demande formulée par le Conseil de la FAO à sa 175<sup>e</sup> session, par laquelle il prie la Direction de l'Organisation de donner, dans les prochains rapports qu'elle lui adressera, davantage d'informations sur les interventions agricoles d'urgence qu'elle déploie dans les situations de crise<sup>16</sup>.

### ***A. Contexte et réalisations récentes de la FAO dans le cadre des interventions qu'elle déploie dans les situations de crise***

93. L'insécurité alimentaire aiguë continue d'être aggravée par la combinaison des facteurs que sont les conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et les chocs économiques, qui accentuent les éléments de vulnérabilité existants et menacent encore plus les populations et leurs moyens de

---

<sup>16</sup> Voir le paragraphe 10, alinéa c, du rapport CL 175/REP:

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/2f6f5b32-cb36-4d8b-a6b6-180968ad34e5/content>.

subsistance. Face aux besoins croissants<sup>17</sup>, et comme indiqué dans son Plan à moyen terme (PMT) 2024-2025 et son Programme de travail et budget (PTB) 2024-2025, la FAO s'emploie à renforcer la résilience des moyens de subsistance agricoles face à des menaces et des crises de plus en plus nombreuses, et se fixe pour objectif d'aider chaque année 80 millions de personnes, en déployant des interventions d'urgence et de renforcement de la résilience. Cet objectif ambitieux, en nette augmentation par rapport à ce qui était visé dans le PTB 2022-2023, à savoir venir en aide à 60 millions de personnes par an, dépend des ressources extrabudgétaires fournies à l'Organisation. Au cours de l'exercice biennal 2022-2023, la FAO a dépensé plus de 1,8 milliard d'USD en interventions d'urgence et de renforcement de la résilience, au bénéfice d'environ 93,2 millions de personnes, dont 36,6 millions dans 77 pays en 2022 et 56,7 millions dans 95 pays en 2023.

94. Dans le cadre des appels humanitaires interinstitutions lancés au niveau mondial, l'agriculture d'urgence est, au titre de l'appui à la sécurité alimentaire, le volet qui récolte le moins de financements, à savoir seulement 4 pour cent du total des financements humanitaires destinés aux secteurs alimentaires (l'aide alimentaire à court terme reçoit 84 pour cent de ces financements, et l'aide destinée à la préservation ou à l'amélioration de la nutrition et de la santé des populations, 12 pour cent)<sup>18</sup>. Régulièrement, le déficit de financement de l'aide agricole d'urgence freine les progrès dans la réduction de la faim et l'augmentation de la résilience, dans la mesure où bon nombre des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë vivent dans les zones rurales.

### ***B. Importance de l'aide agricole d'urgence et du développement de la résilience dans les situations de crise***

95. L'insécurité alimentaire aiguë frappe souvent plus durement les zones rurales. Par exemple, au Burkina Faso, 70 pour cent des personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dépendent pour survivre d'une forme ou une autre d'agriculture, qui constitue leur première source de nourriture et leur principal moyen de subsistance. Compte tenu des contraintes financières mondiales, des solutions présentant un bon rapport coût-efficacité, sous la forme d'une aide agricole d'urgence, sont essentielles pour soutenir les ménages dans le besoin.

96. Investir dans la production locale s'avère bénéfique avec le temps, car cette production permet de fournir de la nourriture, de créer des revenus, d'obtenir de meilleurs résultats nutritionnels et d'offrir des solutions avantageuses face aux coûts d'approvisionnement élevés et aux contraintes liées à la livraison dans des zones difficiles d'accès. L'action de la FAO dans les situations de crise est donc centrée sur cinq éléments clés: les populations, la proximité, la prévention, la portée et le retour sur investissement.

- *Populations*: des interventions humanitaires axées sur les populations font suite et répondent aux besoins exprimés par les agriculteurs s'agissant de maintenir ou de restaurer leur propre production agricole et accès à la nourriture.
- *Proximité*: les conflits et autres crises complexes empêchent de plus en plus l'acheminement de l'aide humanitaire et, dans un tel contexte, les aliments produits localement sont parfois la seule nourriture disponible; ainsi, fournir une aide et une assistance agricoles peut donner aux populations les moyens de produire de la nourriture pendant plusieurs mois.
- *Prévention*: le changement climatique, les phénomènes extrêmes et les chocs sont les éléments qui ont les effets les plus immédiats et les plus directs sur la sécurité alimentaire

<sup>17</sup> L'édition 2024 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* montre que l'insécurité alimentaire aiguë, qui a augmenté ces huit dernières années, reste supérieure aux niveaux d'avant la pandémie de covid-19, et qu'en 2023, plus de 280 millions de personnes étaient en proie à l'insécurité alimentaire aiguë. En 2024, la situation reste préoccupante; selon le dernier rapport d'alerte rapide établi par la FAO et le PAM sur les foyers de famine, l'insécurité alimentaire aiguë risque de s'accroître encore davantage dans 18 de ces foyers entre juin et octobre 2024.

<sup>18</sup> Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2024. *2023 Financing Flows and Food Crises Report – Analysis of humanitarian and development financing flows to food sectors in food crisis countries..* Rome. [https://www.fightfoodcrises.net/sites/default/files/2024-02/Financing Flows and Food Crises Report 2023.pdf](https://www.fightfoodcrises.net/sites/default/files/2024-02/Financing%20Flows%20and%20Food%20Crises%20Report%202023.pdf).

dans les zones rurales, les populations pauvres des milieux ruraux, en particulier les femmes et les jeunes, étant les plus touchées. Agir rapidement pour protéger les moyens de subsistance permet de sauver des vies, de réduire les pertes et de limiter les coûts.

- *Portée*: l'aide agricole est le plus souvent apportée dans des zones plus reculées et moins peuplées afin que personne ne soit laissé de côté.
- *Retour sur investissement*: l'agriculture est le moyen le plus efficace de nourrir un maximum de personnes à moindre coût. Financer la production alimentaire coûte beaucoup moins cher que de fournir directement de la nourriture, et la production alimentaire restaure et stabilise les stocks alimentaires et les revenus familiaux, tout en offrant des produits frais et des nutriments qui font souvent défaut dans l'assortiment proposé au titre de l'aide alimentaire.

### **C. Exemples d'actions menées par la FAO au niveau des pays en 2023-2024**

#### Afghanistan

97. Le programme de la FAO en Afghanistan illustre bien l'effet que l'aide agricole d'urgence peut avoir lorsqu'un financement à grande échelle est fourni durablement. En 2021 et 2022, le financement humanitaire destiné au secteur des moyens de subsistance agricoles en Afghanistan a doublé et, en 2023, les investissements dans l'aide agricole d'urgence sont restés élevés. Grâce à ce soutien important, ainsi qu'à une aide alimentaire et à des transferts monétaires à vaste échelle, le nombre d'Afghans des zones rurales confrontés à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë a diminué, passant de 47 pour cent de la population mesurée sur la période mars-mai 2022 à 40 pour cent en avril 2023, en particulier pour ce qui est de la phase 4 de l'IPC («urgence»). Les dernières projections de l'IPC pour la période mai-octobre 2024, qui prévoient que 28 pour cent de la population rurale se trouvera en phase 3 ou supérieure de l'IPC, confirment cette tendance.

#### Haïti

98. En Haïti, l'agriculture d'urgence offre un moyen efficace et rentable de lutter contre l'insécurité alimentaire croissante provoquée par la violence, l'instabilité politique et les conditions météorologiques extrêmes. En 2023, la FAO a aidé 122 000 personnes en menant des interventions d'agriculture d'urgence dont la valeur a été démontrée: selon les données recueillies, un investissement de 480 USD permettait à une famille de cinq personnes de cultiver des aliments de base pendant une période allant jusqu'à six mois, et 200 USD de semences de légumes permettaient aux familles de produire en moyenne 10 variétés différentes de légumes nutritifs, d'une valeur d'environ 2 500 USD sur le marché local. Alors que le niveau d'insécurité alimentaire aiguë ne cesse de croître (près de 5 millions de personnes se trouvant en phase 3 ou supérieure de l'IPC) et que plus de 75 pour cent des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire vivent dans les zones rurales, il est essentiel de fournir rapidement aux ménages touchés par la crise un soutien agricole d'urgence.

99. Au second semestre 2024, la FAO intensifie encore ses interventions d'urgence et de renforcement de la résilience en Haïti, avec la nomination d'un nouveau représentant de la FAO, la consolidation de l'équipe et un soutien accru aux familles déplacées et à la population d'accueil, associant transferts monétaires, fourniture d'intrants agricoles et formation.

#### Somalie

100. Le programme de la FAO en Somalie est l'un des plus importants au monde. En 2023, la structure de la FAO dans ce pays a versé plus de 100 millions d'USD de transferts monétaires d'urgence pour faire face à la famine de 2022. Agissant à vaste échelle, l'Organisation a déployé, dans le cadre du plan d'intervention et de réponse aux besoins humanitaires en Somalie, plus de 65 pour cent de l'aide d'urgence nécessaire pour appuyer les moyens de subsistance. Cela lui a permis de soutenir rapidement les moyens de subsistance des agriculteurs, agropasteurs et éleveurs en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans les zones rurales et difficiles d'accès, et d'aider ainsi plus de 3 millions de personnes dans le besoin. Les enveloppes Cash+ de la FAO, contenant des semences de grande qualité, des outils ainsi qu'une somme d'argent, se sont révélées efficaces pour aider les familles en situation d'insécurité alimentaire à faire face aux difficultés et à s'adapter. Par ailleurs, la

structure de la FAO en Somalie continue de mettre à profit ses programmes de renforcement de la résilience à long terme afin d'aider les populations touchées par les chocs climatiques à satisfaire leurs besoins immédiats, tout en renforçant progressivement leurs capacités par l'acquisition des compétences, connaissances, intrants et actifs nécessaires à l'amélioration de leur résilience. De plus en plus, la FAO applique une approche par zone, associant interventions d'urgence et programmes de développement, en vue de renforcer la résilience et d'améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables.

### Soudan du Sud

101. Le programme de la FAO au Soudan du Sud reste l'un des plus importants de l'Organisation. En 2023, il a bénéficié à plus de 3,5 millions de personnes, et il vise un objectif similaire pour 2024. Reconnaissant l'incidence des chocs répétés, et la nécessité absolue de réduire le nombre toujours élevé de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë, ce programme est de plus en plus centré sur le renforcement de la résilience et la promotion de l'autonomie et de solutions durables, y compris pour les populations déplacées. Plus de 400 000 familles ont reçu des semences et des engrais, afin d'être en mesure de produire suffisamment de nourriture pour satisfaire les besoins en céréales de chaque ménage pendant 5,3 mois, et plus de 2 000 groupes de production de semences ont été créés afin d'encourager l'achat de semences locales et de tisser des liens entre les communautés. Les kits de pêche distribués par la FAO permettent à chaque famille de pêcher jusqu'à 7 kilogrammes de poisson par jour, et plus de 4,1 millions de têtes de bétail sont soignées chaque année grâce à des programmes de vaccination et de traitement, ce qui permet de préserver une source essentielle de nutrition.

102. La FAO au Soudan du Sud s'emploie par ailleurs à la diversification des moyens de subsistance, dans le but de les rendre plus résilients face au changement climatique, en favorisant la mise en œuvre de mesures innovantes qui tiennent compte des risques, et en améliorant l'accès des ménages agricoles à l'information sur l'agriculture et la qualité nutritionnelle, à des intrants et équipements, à des techniques de manutention et de transformation post-production améliorées, ainsi qu'aux marchés, au moyen d'une approche axée sur la chaîne de valeur. L'Organisation s'emploie par ailleurs à renforcer la résilience face aux chocs et aux crises liés au climat en aidant les groupes et organisations de producteurs agricoles à accéder à des intrants adaptés au climat en vue d'accroître la production, de réduire les pertes alimentaires au minimum et de fournir des aliments nutritifs destinés à la consommation. En outre, la FAO diffuse à plus vaste échelle les technologies et les systèmes de production capables de s'adapter au climat, développe les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes au sein des chaînes de valeur prioritaires, et met en avant des solutions numériques de conseil agricole et climatique.

### Yémen

103. Au Yémen, l'aide agricole d'urgence constitue un moyen de plus en plus essentiel et rentable de soutenir l'autonomie des communautés rurales vulnérables. Le rétablissement et la protection des moyens de subsistance des ménages d'agriculteurs, de pêcheurs et d'éleveurs permettent d'offrir une source renouvelée d'approvisionnement alimentaire pour les familles et les populations, tandis que les programmes d'aide en espèces permettent d'augmenter les revenus des ménages, de rétablir les infrastructures productives et d'injecter des fonds dans les économies locales.

104. Par exemple, avec un kit de production agricole d'un montant de 291 USD, un agriculteur peut cultiver 1,5 hectare de terres et produire 3 tonnes de céréales et de légumineuses d'une valeur de 3 300 USD sur le marché local. Une famille de sept personnes peut ainsi disposer de produits alimentaires de base en quantité suffisante pour 15 mois. Grâce à des campagnes de vaccination et de traitement, qui représentent un montant d'environ 28 USD par famille, un agriculteur peut protéger environ 18 moutons ou chèvres, dont le remplacement en cas de décès coûterait jusqu'à 2 800 USD. Une chèvre laitière en bonne santé fournit à une famille environ 0,25 litre de lait chaque jour. Le soutien de la FAO permet de maintenir en vie les animaux productifs et de fournir aux familles des nutriments essentiels, ainsi qu'un revenu. Avec une aide à la pêche d'un montant de 600 USD, une famille peut pêcher 300 kilogrammes de poisson par mois, d'une valeur de 1 270 USD sur le marché local, ce qui représente pour elle une source durable de revenus et de protéines.

105. Au Yémen, depuis le début de l'année 2024, la FAO a apporté une aide agricole d'urgence à 74 786 ménages (soit 523 502 personnes), leur permettant de protéger leurs moyens de subsistance et de satisfaire leurs besoins alimentaires. Dans ce cadre, des aliments pour animaux et des semences fourragères leur ont été fournis, ainsi qu'un accès à la vaccination du bétail et à des services de santé animale assurés par des agents implantés au sein des communautés. Par ailleurs, la FAO a aidé 15 229 ménages agricoles (soit 106 603 personnes) dans des zones isolées par le conflit, en leur procurant des semences et d'autres éléments afin qu'ils puissent produire des céréales et des légumineuses pour l'année. Environ 4 362 ménages (soit 30 534 personnes) ont aussi bénéficié de transferts monétaires, en plus d'intrants pour la production animale et végétale.

#### Lutte contre la malnutrition aiguë infantile

106. L'action de la FAO a largement démontré que les interventions humanitaires ciblant les causes immédiates et systémiques de la malnutrition aiguë devaient être mises en œuvre de manière synergique afin de garantir un impact efficace et durable. Ces dernières années, l'Organisation a œuvré en collaboration avec divers partenaires en vue de mieux comprendre, d'améliorer et de faire connaître le rôle que jouent les interventions agricoles d'urgence s'agissant de sauver des vies en assurant la prévention de la malnutrition aiguë infantile dans les situations d'urgence et les contextes de fragilité. En mettant l'accent sur des interventions agricoles salvatrices et d'un bon rapport coût-efficacité, la FAO vise à empêcher les enfants d'entrer dans la spirale de la malnutrition. Dans le cadre d'une intervention dans le nord du Kenya, l'Organisation a par exemple fourni des aliments pour le bétail pendant la période de soudure, ainsi que des conseils nutritionnels, qui ont permis d'accroître la production et la consommation de lait, et de réduire ainsi la malnutrition aiguë infantile de 26 pour cent. Dans le nord-est du Nigéria, la FAO a investi massivement pour cerner les causes profondes de la malnutrition infantile aiguë et les facteurs entraînant une rechute après la fourniture d'une aide à court terme. Sa stratégie a été de satisfaire les besoins immédiats en complétant l'alimentation des enfants de moins de 5 ans par la production locale et de garantir un accès à moyen terme à des aliments nutritifs. L'aide de la FAO a ainsi permis d'éviter que 35 pour cent des enfants ne retombent dans la malnutrition et de réduire le risque de mortalité.

#### Actions anticipatoires de la FAO en prévision des risques induits par El Niño (2023-2024)

107. En 2023 et début 2024, le phénomène El Niño a entraîné des changements importants dans les régimes de température et de précipitations à l'échelle mondiale, provoquant des inondations en Afrique de l'Est et des sécheresses destructrices en Afrique australe, en Amérique centrale et en Amérique du Sud, ainsi qu'en Asie du Sud-Est, qui ont touché plus de 60 millions de personnes. Entre mi-2023 et début 2024, la FAO, en étroite collaboration avec les gouvernements et ses partenaires, a mis en œuvre des actions anticipatoires dans 24 pays à risque, afin d'aider 1,7 million de personnes vulnérables dans les zones rurales, dans le cadre du plan d'action anticipatoire et d'intervention de la FAO face à El Niño. La hiérarchie des interventions a été établie sur la base d'une analyse des tendances enregistrées par le passé, des dernières prévisions saisonnières, de la saisonnalité agricole et de la vulnérabilité des populations à risque.

108. Les analyses montrent que les interventions sur mesure de la FAO ont donné des résultats positifs. Les ménages qui ont reçu une aide en amont des sécheresses et des inondations ont été mieux à même de protéger leurs actifs et de maintenir leur production agricole malgré les aléas. Par exemple, les éleveurs ont pu préserver la santé et la productivité de leurs animaux grâce aux aliments et aux traitements reçus avant que la sécheresse ne commence à se répercuter sur les disponibilités en fourrage. De même, les agriculteurs qui ont reçu différentes variétés de semences résistantes au stress ainsi qu'une aide monétaire avant les sécheresses et les inondations ont pu satisfaire leurs besoins fondamentaux et réaliser des récoltes qui ont assuré la sécurité alimentaire de leur famille pendant les périodes difficiles. Ces mesures anticipatoires se sont révélées efficaces car elles ont été prises avant que les chocs ne mettent en péril les capacités productives des ménages vulnérables.

#### ***D. Ampleur du programme d'urgence de la FAO, exemples et évolution***

109. Ces cinq dernières années (2019-2023), cinq pays, à savoir l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen, ont systématiquement fait l'objet

des programmes de pays de la FAO les plus importants du point des ressources mobilisées (près de 2 milliards d'USD de ressources extrabudgétaires ayant été mobilisées sur cette période pour ces cinq pays). Parmi les autres pays ayant constamment bénéficié de programmes de pays de la FAO de grande ampleur ces cinq dernières années, on citera le Burundi, l'Éthiopie, le Liban, le Pakistan, le Soudan, le Tchad et l'Ukraine.

110. Au niveau mondial, le programme d'urgence de la FAO relatif aux crises de la filière alimentaire a aussi toujours figuré parmi les programmes les plus importants de l'Organisation, et particulièrement en 2020-2021, pendant toute la durée de la crise du criquet pèlerin. De 2019 à 2023, plus de 550 millions d'USD ont ainsi été mobilisés.

111. En ce qui concerne l'exécution du budget en 2024, le montant atteint par le programme d'urgence et de résilience de la FAO devrait s'élever à environ 860 millions d'USD, ce qui est légèrement inférieur au chiffre rendant compte de l'exécution en 2023 (910 millions d'USD). Début octobre 2024, et en l'absence de modification majeure de la tendance actuelle en matière de mobilisation des ressources, les ressources affectées en 2024 aux activités d'urgence et de renforcement de la résilience seront moindres qu'en 2023, reflétant une diminution plus globale du financement du système humanitaire. C'est en Afghanistan que le programme national d'urgence et de résilience reste, de loin, le plus important. Viennent ensuite ceux mis en œuvre en Éthiopie, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud, en Ukraine et au Yémen. Haïti, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Soudan et le Tchad, ainsi que la Cisjordanie et la bande de Gaza, bénéficient eux aussi d'importants programmes d'urgence et de résilience de la FAO.

112. En 2023, plus de 40 pour cent des ressources extrabudgétaires mobilisées par la FAO étaient destinées à des activités d'urgence et de résilience. L'aperçu final des fonds extrabudgétaires mobilisés et fournis par la FAO en 2024, y compris pour les activités d'urgence et de résilience, sera disponible début 2025.

### ***E. Perspectives pour 2025 et au-delà***

113. En 2025 et dans les années qui suivront, la FAO continuera de définir son action dans les situations de crise à l'aune d'interventions humanitaires transformatrices et d'un renforcement de la résilience, en déterminant quelles sont les priorités, les lacunes en matière de capacités et les besoins d'investissement au niveau des pays, et en répondant aux besoins à court et à long termes des populations cibles ainsi qu'en ce qui concerne leurs moyens de subsistance en lien avec le système agroalimentaire. Durant les derniers mois de 2024 et jusqu'en 2025, l'accent sera mis sur les principaux domaines d'action de la FAO dans les situations de crise ci-après:

#### *Prévention de la famine*

114. Les facteurs de la famine sont connus et souvent prévisibles. La prévention de la famine nécessite donc de s'intéresser à des périodes prolongées où les populations en situation d'insécurité alimentaire ont déjà atteint des niveaux de «crise» (phase 3 ou supérieure de l'IPC), ainsi qu'à d'autres facteurs de risque tels que les conflits, les problèmes d'accès, l'effondrement des mécanismes d'adaptation et les chocs répétés. L'approche de la FAO consiste à intervenir de manière rapide en mettant en place des mesures de prévention appropriées, à proposer des combinaisons d'interventions sur mesure et spécifiques au contexte, qui à la fois anticipent les besoins humanitaires à court terme et y répondent au moyen d'une agriculture tenant compte du facteur temporel et, en parallèle et à grande échelle, investissent dans les moyens de subsistance des personnes et dans le renforcement de la résilience des populations locales face à de nouveaux chocs.

#### *Action de la FAO en faveur de la résilience*

115. La FAO continue de renforcer son action en faveur de la résilience, définie comme la capacité des petits agriculteurs de maintenir ou d'améliorer leur bien-être lorsqu'ils doivent faire face à un choc, l'accent étant mis sur la compréhension des risques pour les producteurs, la gouvernance des risques et l'atténuation des risques. L'action menée par la FAO dans l'objectif de renforcer la résilience dans les situations de crise a été centrée sur l'apport d'une aide d'urgence à l'appui des moyens de subsistance, principalement sous la forme d'une distribution d'intrants agricoles. Dans les

situations d'urgence humanitaires complexes, l'importance de l'aide d'urgence ne saurait être surestimée, notamment en raison de son potentiel d'amélioration concernant les revenus, le pouvoir d'achat, la diversité alimentaire et la qualité nutritionnelle des aliments. Étant donné que les situations d'urgence humanitaires complexes se prolongent de plus en plus, une telle aide peut servir de levier et être associée à des interventions de renforcement du capital humain (compétences et connaissances) des agriculteurs, l'idée étant d'améliorer la sécurité alimentaire de manière durable. À moyen terme, une telle amélioration pérenne de la sécurité alimentaire pourrait permettre aux bénéficiaires de devenir autonomes, c'est-à-dire de ne plus avoir besoin d'aide humanitaire.

*Action anticipée face à La Niña*

116. Selon les dernières prévisions, La Niña devrait s'installer entre septembre et novembre 2024 et persister jusqu'en janvier-mars 2025. Le phénomène risque de compromettre les activités agricoles et la sécurité alimentaire dans les régions mêmes qui sont encore aux prises avec les effets d'El Niño, menaçant d'ajouter les facteurs de vulnérabilité et de réduire à néant les progrès réalisés. Selon la même approche proactive que celle adoptée pour El Niño, la FAO a lancé un plan d'action anticipatoire et d'intervention face à La Niña, qui vise à fournir aux 10,5 millions de personnes les plus exposées au risque, dans 39 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, un soutien ciblé s'agissant d'atténuer les effets graves des phénomènes météorologiques extrêmes induits par La Niña, tels que les sécheresses, les inondations et les cyclones.